L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCRRDI MATIN, 31 OCTOBRE 1866.

DUPOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 31 OCTOBRE

AGENCE DE L'*ABEILLE*.
M. JUST COMES, domicilié à Donaldsonville, est notre agent pour toutes les Paroisses riveraines du Mississipi, de la Nlle-Orléans à Bâton-Rouge.

VENTES AMERICAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le shériff, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — La moitié d'un terrain face à la rue Villerè, entre St-Ivelle et Robertson, avec toutes les bâtisses qu'y trouvent.

Par E. M. Jacobs, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs — Un terrain avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District, face à la rue Foliée.

Par le Quartier Maître — Continuation de la vente d'articles divers du gouvernement, tels que câbles, cordes, fer, machines et fils de télégraphe, chaînes, matelas, outils de sellier, &c. La vente commencera à 10 heures, à l'encaqueur des rues Delord et Foucher.

Par J. P. Boisson, rue du Canal, No 190 — Le terme non-expiré dudit magasin; aussi, un piano et 4 bouches; de plus, à 11 heures, au No 17, rue Bourbon, tous les meubles de la résidence.

Par Gardner Smith & Co, à 10 heures et demie, rue des Français, entre Craps et Grande-Hommes — Les meubles de la résidence et trois vaches laitières.

Par Montgomery & Bros., aux Montgomery Tattersalls, rue Gravier — Elégants chevaux appariés, beaux chevaux de selle et de harnais, beaux moïsts, vaches laitières, buggies, &c.

Par S. Gainault, à 11 heures, encoignure Delord et Commerce — Vaches laitières, chevaux, charrette et meubles.

Par John L. Lorenche & Co, aux Nos. 23 et 25 de la rue Conti — Articles de fantaisie, jambons, fromages, chandelles, sans réserve.

Par O. Lécomont, au No 62, de la rue de Chartres — Chaussures, habillements d'hiver, chemises, couvertures, &c., sans réserve.

Par Hoffman & Marks, au No 26 de la rue de Chartres — Marchandises sèches étrangères et du pays "notions," rubans et cotonades fines françaises.

Par O. de Février, au No 60 de la rue des Magasins — Cigares, tabac, vins, bouteilles, installation de gaz, comptoirs, &c.

Par A. Fabre, au No 66 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, habillements, lingerie, coutellerie, &c.

☞ **Achetez vos confiseries chez M. Ernest Turpin, 83 Vieille Levée.**

☞ Propriété améliorée de valeur à l'encan par le Sheriff.

L'attention particulière est appelée sur la vente à l'encan qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du Sheriff, d'une propriété améliorée de moitié de terre rue Villerè, entre les rues de la Douane et Bienville, 3me District, pour le compte de la succession de Henry Myers. Voir aux annonces.

Grande Vente de Marchandises sèches. — Aujourd'hui, mercredi, 31 octobre, à deux ventes, à 10 heures du matin, par le ministère de MM. Hoffman & Marks, à leur salle d'encan, No 26 rue de Chartres, une grande quantité de marchandises étrangères et américaines parmi lesquelles beaucoup d'articles français et anglais. Cette vente est considérable, et nous recommandons le lecteur à l'annonce pour les détails. Comme aux autres ventes, le public les connaîtra au moment de la vente.

☞ Les marchands, les spéculateurs et les familles se rappelleront que M. J. P. Boisson, encanteur, vend, ce matin, à onze heures, au No 17 de la rue Bourbon, entre les rues Canal et Dauphine, de beaux meubles de salon en acajou, de superbes meubles de chambre à coucher, en bois de rose, des lits de la Victoria, des armoires à glaces d'objets, des matelas, de la literie, &c.

La Politique des dérivatifs.

Vaincue dans les dernières élections sur le terrain de la politique intérieure, l'administration essaie de prendre sa revanche en novembre, en se plaçant sur le terrain de la politique extérieure dans une attitude qui lui rallie les masses. Flatter la fibre populaire par son côté sensible, est une manœuvre trop bien dans les habitudes des Etats-Unis pour qu'il soit possible de s'y méprendre. Les complications étudiées à l'adresse des fénians, le sot disant ultimatum posé à l'Angleterre pour les indemnités de l'*Alabama*, les projets d'intervention au Mexique laissant entrevoir la perspective d'agrandissements territoriaux, sont autant d'avances faites aux chauvins américains pour capturer leurs votes. C'est un calcul qui a réussi très souvent et qui pourrait bien réussir encore.

Dans bien des cas analogues, nous avons vu l'effervescence suscitée dans un but électoral s'apaiser subitement lorsque le tour était joué, comme une bulle de savon qui crève et ne laisse plus de traces visibles. Que de fois n'a-t-on pas cru à une rupture avec l'Espagne, à propos de l'annexion de l'Ile de Cube! Et cependant, la paix n'a pas été troublée et la reine Isabelle est restée en possession paisible de ce magnifique domaine. Depuis dix-huit mois, nous avons vu, à plus d'une reprise, revenir sur l'eau les bruits de rupture avec la Grande-Bretagne et avec la France, comme les accès de fièvre périodique. Que faut-il augurer de la nouvelle crise à laquelle nous assistons en ce moment?

Si l'administration n'était pas placée dans une situation aussi difficile vis-à-vis du Congrès qui doit s'assembler en décembre, nous pourrions croire que, les élections terminées, quel qu'en soit le résultat, on remettrait au fourreau le grand sabre qu'on brandit en ce moment pour éblouir le peuple américain. Mais il y a un jeu par le pouvoir exécutif autre chose qu'une question de votes à gagner. Des succès partiels dans le scrutin du mois de novembre ne seraient pas pour le Président un bouclier suffisant contre les attaques annoncées des radicaux. Il aura besoin de prolonger la diversion que peut lui fournir la politique extérieure, afin d'éviter d'abord une mise en accusation, et ensuite de regagner l'ascendant qu'il a perdu. Une guerre étrangère n'est elle pas un remède souverain contre la lassitude à l'intérieur? L'opposition au pouvoir, lorsqu'il s'agit de repousser les ennemis du dehors, revêt un caractère odieux qui déplaît aux patriotes. Le gouvernement redevient populaire et engage un prestige que les criailleries de ses adversaires ne font qu'accroître. M. Lincoln pendant la guerre était presqu'un dictateur et le rôle du Congrès était effacé devant le sien.

Les radicaux sentent bien toute la portée du coup, et ils feront tout leur possible pour le déjouer. Comment pourraient-ils se refuser plus longtemps à la reconnaissance de l'Union, si le pays était menacé d'une guerre avec une grande puissance européenne? Ils joueraient un rôle odieux et ne tarderaient pas à reperdre l'ascendant qu'ils ont obtenu sur les masses électorales du Nord à force de mensonges et de calomnies. A un autre point de vue, les radicaux ne se souviennent nullement d'un accroissement de territoire au sud-ouest, car ils savent que les nouveaux Etats que l'Union gagnerait de ce côté feraient cause commune avec le Sud par suite de l'identité d'intérêts qui les rattacherait à cette section. Or, le parti qui refuserait un agrandissement de territoire s'aliénerait tous ceux qui croient à la doctrine de la destinée manifeste, c'est-à-dire à l'absorption de tout le continent du Nord-Amérique dans l'Union. Il y a donc là une cause d'embarras sérieux pour le parti radical. Le président Johnson a mis de nouvelles cartes dans son jeu, et il faut que ses adversaires en tiennent compte.

La question est maintenant de savoir quelle sera l'issue des nouvelles complications créées par la politique présidentielle. Le Président vient décidé à pousser les choses jusqu'à la guerre, c'est-à-dire à s'engager assez loin pour qu'il ne soit pas possible au Congrès de reculer sans honte et par conséquent sans se compromettre devant le pays. Il est assurément de l'intérêt de M. Johnson de faire croire qu'il est décidé à aller jusqu'au bout. Mais on peut supposer que son but n'est pas de forcer la main aux républicains noirs et de les contraindre à accepter un compromis pour la reconstruction de l'Union. C'est un jeu dangereux assurément, mais l'Administration n'avait probablement pas le choix des moyens.

Dans la politique étrangère des Etats-Unis il y a toujours une partie double. Il y a le langage non officiel qui est livré quasi confidentiellement à la publicité dans le but de chatouiller agréablement les oreilles américaines, et qui pose le gouvernement en puissance rampé fièrement le poing sur la hanche; et puis il y a le langage officiel et diplomatique échangé avec les gouvernements étrangers et qui le prend d'un ton beaucoup moins haut. Il ne faut donc pas accepter comme articles d'évangile ces prétendus ultimatum adressés aux cabinets de Londres et de Paris. Il est vraisemblable que M. Adams a renouvelé la demande déjà faite pour les indemnités en Irlande, et qu'il y a là une mise en demeure qu'on pourra utiliser à un moment donné ou laisser dans les cartons jusqu'à nouvel ordre, selon les circonstances.

En ce qui concerne le Mexique, nous n'avons pour nous édifier sur ce qui se passe que des dépêches à sensation que nous devons considérer comme des ballons d'essai plutôt que comme des nouvelles sérieuses. Voici, comme exemple, la dépêche que le *Times* de New York se faisait adresser de Washington le 23 octobre:

Le gouvernement français a demandé un délai pour rappeler la première partie de ses troupes, en promettant que si ce délai lui est accordé, il retirera en même temps les autres troupes et accomplira presque d'un seul coup l'évacuation. Notre gouvernement a pris connaissance de cette demande; mais il lui a été répondu que si l'évacuation commence immédiatement, elle doit être aussi prompte qu'on le pourra. On s'attend à ce que le corps d'élite français quitte le Mexique d'ici à trois semaines. En vue des faits décrits qui peuvent éclater dans le pays et de l'anarchie à laquelle peuvent donner naissance les nombreuses guerres qui sont depuis longtemps le malheur du Mexique, notre gouvernement se tient prêt à protéger le gouvernement républicain de Juarez, pendant qu'il y est, et à l'établir sur une base forte et sûre. En considération de ces services, la Basse Californie et la partie nord des Etats de Sonora, de Sinaloa et de Chihuahua sont cédés aux Etats-Unis. L'arrangement conclu ne préjuge encore aucune chose en vertu de laquelle les Etats-Unis garantiraient la dette du Mexique à la France, quoique une parelle condition puisse paraître opportune et convenable, auquel cas le gouvernement américain n'hésitera pas à en prendre la responsabilité. Le but que l'on se propose avant tout est d'assurer le triomphe de la doctrine Monroe, en écartant l'intervention européenne des affaires du Mexique, et en garantissant à ce pays une forme républicaine de gouvernement. On a discuté à fond dans le cabinet la responsabilité qui s'attache à une telle entreprise, et les membres ont été unanimement d'avis qu'il est temps d'adopter la ligne énergique de conduite qui vient d'être indiquée. Cette ligne est maintenant tracée d'une manière définitive, et le gouvernement s'y est tellement engagé qu'il ne lui est plus permis de reculer.

Il n'y a évidemment rien de sérieux dans une pareille forme. La France a fait une convention avec l'Empereur Maximilien, elle n'a pas à demander de délai aux Etats-Unis. Qu'elle consente à évacuer le Mexique dans un plus bref délai, si les Etats-Unis lui offrent de l'indemniser totalement, cela est assez naturel. Elle trouvait à changer une mauvaise créance contre une bonne. Si l'abandon du Mexique par Maximilien a été décidé, il est assez plausible que des négociations aient été engagées entre le gouvernement des Etats-Unis et celui de la France et qu'elles aboutissent au arrangement satisfaisant. Mais nous ne pouvons former sur les bases de cet arrangement aucune conjecture sérieuse, tant que nous n'aurons pour nous guider que les assertions contradictoires de correspondants qui n'en doivent pas savoir plus long que la commun des mortels.

En résumé, nous croyons que le pouvoir exécutif a recours en ce moment à une diversion pour détourner le courant de l'opinion publique au Nord et regagner sa popularité perdue. Si le Président réussit à effectuer un compromis avec ses adversaires après les élections de novembre, les complications extérieures s'apaiseront facilement; elles ne s'accréditeront, sans doute, dans une guerre étrangère qu'en remède extrême à l'anarchie dont l'Union serait menacée par un conflit entre les deux grands pouvoirs de l'Etat.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Les abonnés de ce théâtre qui auraient le désir d'assister à la représentation du jeudi 8 novembre, sont prévenus que leurs loges resteront à leur disposition jusqu'au dimanche 4 novembre, à 3 heures de l'après-midi.

CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE.—Nous lisons dans le *Courrier des Etats Unis*:

— C'est ce matin, à neuf heures, qu'a lieu à l'église française de la 2me rue la plus belle et touchante cérémonie en mémoire des naufrages de l'*Evening Star*. Nous avons dit que tous les artistes et les chœurs du Théâtre Français chanteront la messe de Cherubini. Le ministère de l'*Evening Star* a causé dans notre population une si douloureuse et si amère émotion, que chacun se fera un devoir d'assister au service funèbre de tant de nos compatriotes. L'idée de ce suprême témoignage n'appartient à personne; on peut dire qu'elle s'est présentée à tous les esprits à la fois, mais il n'en fait pas moins de savoir gré et à ceux qui ont organisé la cérémonie, et à ceux qui lui prêtent leur concours.

POUR RIO JANEIRO.—Les personnes qui voudraient aller visiter le beau pays du Brésil, sont prévenues qu'un magnifique brick, de première classe, très solide, bien voilier, ayant d'excellents emménagements pour passagers, partira de la Nouvelle Orléans le 29 novembre prochain. M. J. M. Oriol, qui fera partir ce brick, a déjà expédié pour le Brésil deux navires dont l'arrivée a bon port a été annoncée. Ainsi, l'on peut avoir toute confiance dans la nouvelle expédition. Pour plus amples renseignements, il faudra s'adresser au bureau de M. Oriol, rue Natchez No. 35.

☞ LE BAUME PECTORAL DE MARSDEN est le plus agréable, le plus sûr et le plus efficace de tous les remèdes découverts pour la guérison des affections des poumons et de la gorge. On peut compter en toute sureté contre la toux, les refroidissements, la grippe, le croup et tous les maux de poitrine.

CHAPEAUX.—Nous appelons l'attention du lecteur sur l'annonce du PARISIAN HAT STORE, No 52, rue de Chartres. Nous avons eu occasion de visiter cet élégant établissement de chapellerie, et nous pouvons dire que le bon goût qui se fait remarquer dans les dispositions intérieures ne le cède en rien à celui qui a présidé au choix des marchandises.

M. Emile Audibert qui dirige cet établissement, est trop connu ici pour qu'il soit nécessaire de faire de la réclame en sa faveur; on sait qu'il a acquis une grande expérience par quatorze ans de travail dans la maison de chapellerie de J. J. ALBERT, et cette expérience il la met aujourd'hui à la disposition du public dans le *Parisian Hat Store* où il continue le même genre d'affaires.

CHARBON! CHARBON! — M. W. G. Coyle & Co. annoncent aujourd'hui dans nos colonnes qu'ils sont prêts à livrer aux familles, en telles quantités qu'elles le désireront, du meilleur charbon de Pittsburg à UNE piastre le baril seulement. Voilà une réduction de prix notable et qui commence à rappeler les prix modiques d'autrefois. Beaucoup de gens s'empresseront d'en profiter sans doute. Les ordres devront être laissés au No 142 de la rue Gravier ou au dépôt, encoignure Magasin et Girod. Voyez l'annonce.

Nouvelles Européennes.

Nous extrayons les paragraphes suivants des journaux de Paris du 11 et du 12 octobre:

Des lettres de Biarritz nous confirment l'excellente situation de la santé de l'Empereur.

L'excursion que Leurs Majestés ont faite à Saint-Jean-de-Luz a été signalée par les plus chaleureuses sollicitations de la population sur tout le parcours de la route.

L'Empereur est revenu en continuant lui-même sa voiture. On nous écrit que Sa Majesté, se trouvant très bien de son séjour à Biarritz, compte rester encore quelques jours dans cette résidence.

Des lettres de Biarritz disent que le retour de l'Empereur à Saint-Cloud est fixé du 15 au 17 de ce mois, et que Sa Majesté doit passer aujourd'hui une revue de la garnison à Bayonne.

M. le marquis de la Valette, ministre de l'intérieur, est parti aujourd'hui pour Biarritz, où l'on assure qu'il a été appelé par l'Empereur.

POLE—apparence, dit le *Morning Post*, que lord Cowley conservera le poste d'ambassadeur à Paris, jusque après la visite que le prince et la princesse de Galles comptent faire l'été prochain à la grande Exposition.

D'après la *Patrie*, de Turin, l'Empereur des Français a envoyé, par le télégraphe, au roi d'Italie, d'affectueuses félicitations à l'occasion de la conclusion de la paix.

Entre Vienne et Turin, il a été échangé des dépêches, chose qui ne s'était jas vue depuis nombre d'années. La paix cette fois est véritable et réelle. Le projet de mariage du prince héréditaire avec une de ses cousines de la maison d'Autriche paraîtrait probable.

Plusieurs correspondances de Vienne présentent la santé de l'empereur François-Joseph comme sensiblement altérée. Les médecins auraient recommandé au jeune souverain de l'Autriche de s'éloigner de tout travail pour quelque temps.

Il est plus que jamais question à Vienne de la nomination de M. de Beust aux affaires étrangères, en remplacement de M. de Mensdorff.

Une des conditions mises par l'ex-ministre saxon à son acceptation serait l'entente immédiate avec la Hongrie sur les bases de dualisme.

M. de Beust était généralement reconnu en Autriche comme le seul homme capable de lutter avec M. de Bismark.

Comme nous l'avons annoncé, la nomination du comte Golochowski produit une certaine émotion en Russie.

La presse de ce pays ne ménage pas le ministre de Vienne; elle va jusqu'à représenter cette nomination comme une trahison de l'Autriche envers la Prusse et la Russie, parce que ces trois puissances se seraient engagées autrefois à anéantir la nationalité polonaise.

CONSEIL MUNICIPAL.

BUREAU DES ASSISTANTS-ALDERMEN. — Le maire transmet une invitation des diplomates à la prochaine foire, sollicitant la présence du maire et des membres du Conseil. L'invitation est acceptée.

Le rapport hebdomadaire du trésorier accuse $29,751 de recette et $19,286 de dépenses.

Le rapport hebdomadaire du contrôleur annonce qu'il a tiré pour $16,580 ☞.

Le Bureau nomme ceux membres pour examiner les livres du Workhouse.

Le contrôleur demande comme nécessaires des allocations additionnelles jusqu'à concurrence de $300,000. Refusé.

Le Bureau décide que la ville paiera les commissaires de police, en rejetant la demande de M. Hire, pour services rendus comme corbeau.

Est adoptée une résolution des aldermen pour exemptier de taxe la loge de la Grande Union.

Est refusée une pétition pour faire acquiller l'estatue Lafayette de la rue Claiborne jusqu'à la remise du Gentilly.

Est présentée une résolution pour condamner à $10 d'amende tout marchand de lait qui ne vend pas de lait pur.

M. Higginbotham présente une résolution pour rappeler la 25e section de l'ordonnance du bureau de santé qui avait nommé quatre officiers de santé.

Est adoptée et envoyée à l'adoption du bureau des aldermen une résolution établissant une pénalité de $50 à $100 et à l'emprisonnement contre les personnes qui auraient dans les limites de la ville plus d'un barril à la fois de matériaux combustibles.

Le contrat pour le ferry du 3e District avec M. Randolph est déclaré nul et sera vendu de nouveau.

Est adoptée, une résolution pour vendre le corps de garde du 1er District, le Workhouse, la Maison de Refuge les garçons et des filles et la Prison de Parosse et le transfert de tous ces établissements sur les terrains de la ville.

On lit un rapport du comité de police et de santé sur une communication du Dr Delery, correner, relatif à l'établissement d'une morgue.

Une résolution chargeant le voyer de s'entendre avec le coroner pour élever une baisse de $100 à cet effet sur la Levée, est déposée suivre aux réglements. Le bureau s'ajourne.

BUREAU DES ALDERMEN.— Une résolution autorisant le voyer à adjudiquer une banquette pénitentiaire sur le côté nord de la rue Burgundy, entre les rues du Quartier et Hôpital, est approuvée.

Est déposée sur le bureau, une résolution portant à $1500 par an le salaire des opérateurs du télégraphe d'alarme et de police.

Une résolution autorisant le voyer à faire transporter sur un point sûr le bureau de police au pied de la rue Hôpital qui est en danger de tomber dans le fleuve et à le faire réparer, est approuvée.

Est approuvée une résolution autorisant le contrôleur à vendre un contrat pour la construction d'une passerelle sur le Bayou St. Jean.

Affaires du Mexique.

UNE LETTRE DU GÉNÉRAL ORTEGA AU GÉNÉRAL SHERIDAN.

Le général Ortega, président constitutionnel du Mexique, vient d'adresser au général Sheridan une lettre assez bien écrite pour mériter les honneurs de la reproduction dans les journaux américains. Aussi nous ne doutons pas qu'elle ait beaucoup de retentissement ici, au Nord et sur les deux rives du Rio-Grande. Le général Sheridan n'est pas un grand logicien; c'est ce qui est démontré d'une manière victorieuse dans l'épître que voici:

Général, — A mon arrivée dans cette ville, je lis dans les journaux une communication officielle signée par vous et adressée au commandant du sous-district du Rio-Grande, à Brownsville, Texas. La dite communication concerne et décide d'une manière *militaire* des questions internationales de grave importance, relatives aux lois de la neutralité qui sont violées dès le moment que vous promettez et offrez *l'appui le plus cordial* aux adhérents du señor Juarez et désignez par le mot "faction" les soutiens du gouvernement légitime du Mexique. Cela, monsieur, quoqu'indirectement est une tentative pour imposer à ce pays un gouvernement contre sa volonté et contre ses lois constitutionnelles. C'est aussi une tentative pour intervenir dans les questions intérieures de la république du Mexique, qu'elle seule a le droit de décider. Le gouvernement des Etats-Unis jusqu'à présent n'a en étant pas mêlé.

Je n'ai pu tout d'abord comprendre votre communication, mais je m'étais convaincu, après mûres réflexions, qu'elle ne me concernait pas. Telle était mon impression et avant-hier je me rendis à votre résidence pour avoir l'honneur de vous présenter mes respects en témoignage des bonnes relations qui existent entre les Etats-Unis et la république mexicaine, que je désire vivement sauver et maintenir.

Hier, cependant, deux officiers de votre état-major m'ont remis une copie du document ci-dessus mentionné, sans aucune communication pour moi, et sous une enveloppe portant seulement mon nom pour toute indication que cela m'était adressé.

J'en lus de nouveau le contenu et je ne pus me convaincre que cela pût me concerner en rien, ou que vous eussiez eu l'intention de me l'adresser de cette manière.

Pour des raisons, qu'il est inutile de rapporter pour le moment, mais qui sont bien connues de votre gouvernement et d'une grande portion du peuple des Etats-Unis, j'ai séjourné à New York et j'ai quitté cette ville le 21 du courant, pour revenir dans ma patrie; traversant le territoire de cette illustre nation sous la garantie et la protection de ses lois.

On sait dans les Etats-Unis que je suis le président constitutionnel de la république mexicaine, que cette position exige de moi l'accomplissement de grands et pénibles devoirs, dont personne, à moins de violer les lois, ne pourra me détourner, et ce n'est la même suprême volonté nationale qui m'a désigné son vote; que le gouvernement de facto de Juarez n'est pas le seul qui soit amical aux Etats-Unis, mais que le grand parti libéral de mon pays leur est aussi amical, et que vouloir le considérer comme le représentant de la nation, c'est le violer la constitution de la république.

Par ces raisons, je nie avoir créé ou représenté une faction. Je suis le vrai et le seul représentant de la loi constitutionnelle de la République, et ce pays, je le répète, appartient le droit de décider des ses propres intérêts.

Par la raison que je représente les principes constitutionnels du Mexique, j'ai agi pendant mon séjour aux Etats-Unis avec la convenance et la discrétion que les circonstances exigeaient. Les autorités supérieures des E. U. en ont plus d'une preuve de la vérité de mon assertion. Je suis décidé à agir toujours avec les mêmes convenance et discrétion, et vous pouvez être sûr que je ne violerai pas la neutralité dont il est parlé dans votre communication. Ceux qui soutiennent mes droits n'ont pas même pris part dans les conspirations qui ont été ourdies sur le Rio Grande pour renverser l'ordre actuel de choses sur la rive mexicaine.

En conclusion, je dois dire que la raison qui a fait, jusqu'ici, considérer Juarez comme le chef du gouvernement libéral du Mexique, vient de la nécessité où j'ai été de m'absenter de ce pays, nécessité qui peut être établie par les documents officiels que j'ai déjà publiés.

Je n'admets pas que votre communication s'applique à moi. Des raisons de politique publique, que je ne veux pas mentionner, et qui sont bien comprises, me confirment dans cette croyance. Autrement, je serais plus explicite, et je protesterais dès à présent contre toute ingérence de la république mexicaine et des lois des nations, ayant appel pour avoir justice, si cela est nécessaire, aux lois sages et libérales des Etats Unis.

J'ai l'honneur d'être votre serviteur,

J. G. ORTEGA,
Président constitutionnel de la République du Mexique.

Au major général P. H. Sheridan, commandant le département du Golfe, présent.

COMME ON ÉCRIT L'HISTOIRE.

Voici un échantillon des nouvelles que le ridicule correspondant de la *Tribune* de New York adresse à ce journal. C'est un genre de propagande qui ne laisse pas que d'influencer les électeurs du Nord. Les habitants de la Nouvelle Orléans ne se doutaient guère de ce qui se préparait ici pour la Toussaint; qu'on en juge:

Nouvelle Orléans, 22 octobre.

L'autorité militaire procède à une enquête sur les mouvements des ex confédérés qui, sous le nom de *lager au gray*, s'arment, dit-on, dans le but de massacrer les unionistes le jour de la Toussaint. On affirme positivement que de grandes quantités d'armes et quelques canons sont entre les mains des partisans.

On parle de réunir des troupes fédérales, en cas de danger sérieux.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—29 octobre 1866.

(Thermomètre de C. Duhamel.—au coin des rues Bienville et Chartres.)

	FAHRENHEIT.
6 heures du matin	59 degrés.
Midi	73 "
3 heures du soir	74 "
6 heures du soir	72 "

INCENDIE.—Un feu qui a éclaté dans la nuit de lundi a détruit la grocerie et le café de Brown et Byrnes, rue Julie, entre Basin et Franklin. Le contenu de la bâtisse a été aussi détruit. La propriété appartenait à M. J. J. Clark et était assurée pour $3000 aux bureaux de l'Union et des Marchands.

MORT D'UN VIRGINIEN.—Une enquête a été faite hier sur le corps d'Adolphe Aron, âgé de 27 ans, trouvé rue Basein, No 111, Vendôme. Mort de la fièvre jaune. Aron était depuis 18 mois dans cette ville et venait d'une des paroisses de la rivière Rouge. Il était marchand de son état et natif de la Virginie.

COUR DU SECOND DISTRICT.—La succession de James Gallier, de cette ville, qui a péri dans le désastre de l'*Evening Star*, a été ouverte à la Seconde Cour du District. Le défunt laisse à son fils une succession de plus de $100,000, que quelques petits legs faits à d'autres personnes ne réduisent que faiblement.

RECOLTE ABONDANTE.—Charles Hardy, accusé de vol, a été envoyé devant la Première Cour de District.

George Breton, accusé d'avoir voulu mettre le feu à sa grocerie, a été renvoyé faute de preuves; aussi W. Condon, accusé d'avoir en sa possession six balles de coton qu'on disait avoir été volées.

RENVOYÉ.—L'affaire de W. P. Pendleton, accusé d'espionnage du vapeur *Kensington*, accusé de meurtre en mer sur la personne de Dennis McGinnis, a été examinée hier devant la commission des Etats-Unis Augustin, et renvoyé pour défaut de preuve.

RECORDER GATSHEL.— Alfred Dedon et John Grammore, accusés de vol par F. Montell, du *Morning Star*, a donné caution pour répondre en outre jour.

Wash Johnson, (c) accusé de vol, a été envoyé en prison; et Charles White et Ernest Edward, tous deux vagabonds de (c), ont été envoyés au Workhouse pour 90 jours.

Clarinder Johnson a été condamné hier à $30 d'amende pour violation d'ordonnance du Bureau de Santé, en jetant des ordures dans la rue, et Edward Burke et Anna Smith, à $25 pour ivresse et pour avoir tenu des choux à la rue, avec l'alternative pour tous de 30 jours à la prison de Paroisse, s'ils la préfèrent.

CONSEIL MUNICIPAL.

BUREAU DES ASSISTANTS-ALDERMEN. — Le maire transmet une invitation des diplomates à la prochaine foire, sollicitant la présence du maire et des membres du Conseil. L'invitation est acceptée.

Le rapport hebdomadaire du trésorier accuse $29,751 de recette et $19,286 de dépenses.

Le rapport hebdomadaire du contrôleur annonce qu'il a tiré pour $16,580 ☞.

Le Bureau nomme ceux membres pour examiner les livres du Workhouse.

Le contrôleur demande comme nécessaires des allocations additionnelles jusqu'à concurrence de $300,000. Refusé.

Le Bureau décide que la ville paiera les commissaires de police, en rejetant la demande de M. Hire, pour services rendus comme corbeau.

Est adoptée une résolution des aldermen pour exemptier de taxe la loge de la Grande Union.

Est refusée une pétition pour faire acquiller l'estatue Lafayette de la rue Claiborne jusqu'à la remise du Gentilly.

Est présentée une résolution pour condamner à $10 d'amende tout marchand de lait qui ne vend pas de lait pur.

M. Higginbotham présente une résolution pour rappeler la 25e section de l'ordonnance du bureau de santé qui avait nommé quatre officiers de santé.

Est adoptée et envoyée à l'adoption du bureau des aldermen une résolution établissant une pénalité de $50 à $100 et à l'emprisonnement contre les personnes qui auraient dans les limites de la ville plus d'un barril à la fois de matériaux combustibles.

Le contrat pour le ferry du 3e District avec M. Randolph est déclaré nul et sera vendu de nouveau.

Est adoptée, une résolution pour vendre le corps de garde du 1er District, le Workhouse, la Maison de Refuge les garçons et des filles et la Prison de Paroisse et le transfert de tous ces établissements sur les terrains de la ville.

On lit un rapport du comité de police et de santé sur une communication du Dr Delery, coroner, relatif à l'établissement d'une morgue.

Une résolution chargeant le voyer de s'entendre avec le coroner pour élever une baisse de $100 à cet effet sur la Levée, est déposée suivre aux réglements. Le bureau s'ajourne.

BUREAU DES ALDERMEN.— Une résolution autorisant le voyer à adjudiquer une banquette pénitentiaire sur le côté nord de la rue Burgundy, entre les rues du Quartier et Hôpital, est approuvée.

Est déposée sur le bureau, une résolution portant à $1500 par an le salaire des opérateurs du télégraphe d'alarme et de police.

Une résolution autorisant le voyer à faire transporter sur un point sûr le bureau de police au pied de la rue Hôpital qui est en danger de tomber dans le fleuve et à le faire réparer, est approuvée.

Est approuvée une résolution autorisant le contrôleur à vendre un contrat pour la construction d'une passerelle sur le Bayou St. Jean.

Le comité de finance fait un rapport défavorable à la pétition présentée par certains docteurs qui réclament une allocation pour services rendus aux blessés le jour de l'émeute.

L'ordonnance fixant les limites des épaves est alors mise en discussion. Un amendement aux limites des épaves du 3me District est adopté. L'ordonnance est adoptée dans son ensemble.

Est référée une résolution autorisant le voyer à bâtir des ponts à l'intersection de certaines rues.

Le comité des rues et débarcadères présente un rapport défavorable à la pétition de Mathison et Hubell qui désirerait établir toute espèce de jeux dans une portion du Parc de Ville.

Après l'expédition de plusieurs autres affaires de moindre importance et après une courte séance secrète, le Bureau s'ajourne.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

TELEGRAMME DU CONSUL MEXICAIN.

Vote total de la Pennsylvanie.

Dépêche de Vienne au Herald.

L'AUTRICHE SE PRÉPARE A LA GUERRE.

Hésitation du gén. Sherman.

GRANT AU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

Témoignages dans l'Affaire des Commissaires de Police.

PROCÈS DU LIEUT. CONFÉDÉRÉ BRAINE.

DICK TAYLOR AU FORT MONROE.

GRANDS MEETINGS FENIANS.

MARCHES.

N. York, 30—Une correspondance de Vienne au *Herald*ferait croire que l'Autriche se prépare à une autre guerre. Le sentiment qu'éprouve pour la Prusse est toujours une haine profonde, et les soldats de l'empire sont représentés comme anxieux de se mesurer une seconde fois avec l'ennemi en campagne.

Washington, 30—Il n'y a rien de fondé dans le bruit suivant lequel le consul Mexicain à la Nlle-Orléans aurait demandé au général Sheridan la permission, pour le général Ortega, de passer au Mexique. Le consul mexicain a envoyé aujourd'hui un télégramme au ministre Romeo, pour nier le fait. Comme le général Ortega a l'intention de lancer un pronunciamiento contre le gouvernement mexicain, il ne serait pas surprenant l'appui des agents officiels du Mexique.

St Louis, 30—Des avis du Fort Garland, Colorado, du 11 octobre, disent qu'une portion des Indiens de l'Utah est venue et s'est rendue au Génl. Carson, qui commande le poste. On craint, cependant, que la soumission ait été faite dans le but d'avoir leurs annuités, et qu'après les avoir touchées ils recommettent leurs déprédations.

Harrisburg, 30 — La majorité officielle de Geary, en Pennsylvanie, dans la dernière élection, a été de 17,178. Le vote total de l'Etat s'est élevé à 587,270.

Boston, 30—Arrivé le steamer William Tilbet, de Savannah.

Washington, 30 — Le général Sherman est toujours ici. Comme il manifeste quelque répugnance à se charger des fonctions de secrétaire de la guerre, on croit que le général Grant se chargera temporairement de ce département. On regarde toujours comme certain que Sherman ne retournera après qu'il aura achevé son rapport annuel.

Baltimore, 30—Le procès des commissaires de police a continué aujourd'hui. On a fait citer pour la défense un grand nombre de témoins. La Cour après siégé jusqu'à 3 heures s'est ajournée à 5, avec l'intention de tenir une séance de nuit, bien que l'affaire doive être terminée demain au soir. Les témoignages reçus aujourd'hui ont tendu à prouver que les bottes employées dans la dernière élection étaient les mêmes que celles dont on se serait plusieurs années auparavant; que les bottes renfermant les bulletins rejetés ont été envoyées à tous les Wards et que 27 de ces bottes ont été renvoyées avec les bulletins rejetés.

New York, 30—L'or a fermé à 116 7/8, 7/30, secondes séries, 105 7/8; 10 40's 100.

Coton inactif avec des ventes de 1,900 balles à 38 1/2 à 40 1/2. Sucre calme; ventes 1334 caisses de la Havane à 10 5/8 à 12 c.

New York, 30—Le lieut. Braine, qui prétend avoir eu une commission dans la marine confédérée et qui a été jugé et condamné par les autorités fédérales, a été décrétée accusation par le grand juri pour meurtre et piraterie sur les mers. Il sera jugé à la prochaine session de la Cour de Circuit des Etats-Unis.

Hamilton, Ouest Canada, 30—Un grand dîner a été donné hier soir aux délégués de la Confédération Anglaise. Les discours ont été remarquables en ce qu'ils ne contenaient aucune allusion aux Fénians et à la lettre du secrétaire Seward à sir Frederick Bruce.

New York, 30—Le steamer des Etats Unis Bienville, arrivé de St Thomas, est mouillé à la Quarantaine, ayant à bord 18 hommes de l'équipage attaqués de la fièvre jaune et de la fièvre intermittente. 14 autres sont morts pendant la traversée.

Fort Monroe, 30—Le ex-confédéré gén. Dick Taylor est arrivé ce matin pour faire une visite à M. Davis. Il est resté au fort aujourd'hui et est parti pour le nord ce soir.

Washington, 30—Jacob Lowenthal, très connu pour être un agent de reclamations dans cette ville, est mort ici la nuit dernière après quelques heures de maladie.

Louisville, 30—Tabac: ventes 61 boucants, baisse de 25 à 50c. Farine $9 75 à $10 50. Maïs 95c; avoine 53 à 55c; porc $32 25; côtés décossés 19 1/2, épaules 16 1/4; whisky $1 34.

Les divers cercles Fénians de Louisville ont eu un meeting plein d'enthousiasme ce soir. Ils ont dénoncé le gouvernement anglais et fait appel aux Etats-Unis pour qu'ils s'interposent en faveur de Lincoln et de McMahon.

Vicksburg, 30—Arrivé: Farine ferme à 22 c et 50 c. de hausse sur toutes les qualités: supérieur $10 50 à $11 25; du commerce $12 25 à $14 50; fantaisie $15 à 15 50. Maïs ferme à 88 c; avoine 40 à 52 c. Porc languissant et nominal; épaules 14 c, bacon 16 1/2 c; côtés décossés 18 1/2 c; saindoux 13 c. Rien ne se fait en cochons. Des cochons tués il y a six semaines et vendus au prix de 12 à 12 1/2 c, peuvent être achetés maintenant au dépôt pour $8 à $8 50. Groceries fermes. Or 115.

Vicksburg, 30—Montauk, le steamer Pauline Carroll, et descendant, le Fashion et le Magenta.

Le fleuve grossit.

(Autres dépêches.)

Washington, 30.— Le ministre Campbell est parti pour retourner chez lui